



GEORGE CLACK DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
PAUL MALAMUD REDACTEUR EN CHEF
THADDEUS MIKSINSKI DIRECTEUR ARTISTIQUE
ELLEN M. KATZ
EST UNE JOURNALISTE INDEPENDANTE
QUI ECRIT FREQUEMMENT SUR
LES AGENCES GOUVERNEMENTALES

CREDITS PHOTOGRAPHIQUES
pages 6-7: John Wicart; page 10 et 4 de couverture:
Dale Wittner



GOVERNEMENT ET TRANSPARENCE

COMMENT LES CITOYENS AMERICAINS INFLUENT L'ACTION PUBLIQUE

PAR ELLEN M. KATZ

« Un gouvernement du peuple sans information du peuple, ou sans les moyens de l'acquérir, ne serait que le prologue d'une farce ou d'une tragédie, voire des deux à la fois. Le savoir régnera toujours sur l'ignorance, et un peuple qui entend se gouverner lui-même doit s'armer du pouvoir que confère la connaissance. »

L'ancien président James Madison, 1822

La participation active et significative du peuple aux décisions du gouvernement est le pivot de la démocratie américaine – et de toute démocratie.

Un tel système repose sur la capacité des simples citoyens à exiger des fonctionnaires du gouvernement qu'ils répondent de leurs actes. Connus sous le terme de « transparence », ce processus démocratique fondamental revêt de multiples formes, mais toutes permettent aux citoyens intéressés d'observer librement les activités du gouvernement, au lieu de les dissimuler sous la voile du secret.

Les principes sous-jacents à la transparence de l'action



gouvernementale sont exprimés dans les fondements essentiels qui ont guidé les Etats-Unis depuis leur création, notamment la Déclaration d'Indépendance et la Constitution. En outre, un ensemble de lois, de règlements et de pratiques, accumulés au fil du temps, permet au simple citoyen d'avoir plus facilement

accès à certaines réunions importantes des fonctionnaires du gouvernement, de demander et de recevoir des documents officiels et de participer aux décisions des pouvoirs publics ainsi qu'à l'élaboration des règlements. A des degrés divers, les principes de la transparence ont été adoptés à l'échelon fédéral ainsi qu'à celui des collectivités locales et des Etats.

Aux Etats-Unis, la transparence des procédures judiciaires, largement inspirées du droit coutumier (*common law*) britannique, a généralement conféré le droit à un procès public. De même, le Congrès américain s'est ouvert, au cours de son histoire,

à l'influence de nombreuses associations de citoyens et d'organisations, ainsi qu'aux commentaires d'éminents experts, de fonctionnaires et de citoyens lors des auditions (*hearings*) portant sur des projets de loi ou des questions importantes.

La transparence est également de mise dans les diverses agences du gouvernement fédéral qui rendent compte au président des Etats-Unis. De l'alimentation à l'automobile, en passant par l'environnement, les décisions prises par ces agences affectent de bien des façons la vie quotidienne des citoyens. Et, de plus en plus, ces derniers disposent de nombreux moyens d'agir sur les prises de décision du pouvoir exécutif. Certains groupes tentent d'influencer simultanément les trois branches du pouvoir fédéral – exécutif, législatif et judiciaire.

En général, les citoyens américains sont libres de participer au processus politique autant, ou aussi peu, qu'ils le souhaitent. Certains sont très engagés dans la défense d'une cause en tant qu'individus ou, souvent, par l'intermédiaire de groupes formés pour soutenir une ou plusieurs causes. D'autres, au contraire, s'engagent rarement ou font connaître leurs préoccupations uniquement lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu.

PROMOUVOIR LA CLARTÉ

La façon la plus élémentaire pour les citoyens de mettre leurs dirigeants face à leurs responsabilités consiste à voter lors des élections et à être membres des jurys dans les tribunaux siégeant en audience publique. Mais cela ne s'arrête pas là. Aux Etats-Unis et dans d'autres démocraties, les citoyens peuvent influencer le gouvernement de manière quotidienne, et non pas seulement le jour des élections. Il peut, et il doit, exister de nombreuses autres possibilités de garantir que des fonctionnaires élus et non élus répondent de leurs actes devant le peuple.

Aux Etats-Unis, lorsque des fonctionnaires de l'exécutif se réunissent pour diriger les affaires de l'Etat, ils ont souvent l'obligation d'annoncer leurs réunions à l'avance et de les tenir dans des tribunes ouvertes au public. Cette pratique découle de la loi fédérale baptisée Sunshine Act (loi de clarté) et adoptée en 1976, qui permet au citoyen de prendre des décisions en étant mieux informé. En outre, les politiques qui en résultent paraissent plus justes puisqu'elles reflètent une large participation. Il existe des lois similaires à l'échelon des Etats.

Dans un grand nombre de situations, les citoyens sont autorisés non seulement à as-

sister aux réunions publiques, mais aussi à faire des commentaires pendant les procédures. Par exemple, avant de prendre une décision sur un projet de réglementation relatif à la pollution en 1999, l'Agence pour la protection de l'environnement a tenu une série d'auditions dans tout le pays et écouté des heures de témoignages.

Une façon courante pour les citoyens de faire connaître leur point de vue est de s'adresser aux élus par courrier postal ou électronique. Il n'est pas rare que des membres du Congrès (sénateurs ou représentants) reçoivent des milliers de lettres par jour sur une question importante. Les militants d'une cause lancent de nombreuses «campagnes de correspondance». Ces groupes peuvent être constitués de représentants du monde des affaires, de syndicats et de communautés religieuses, ou bien ils peuvent se consacrer à des questions telles que la santé publique ou la protection de l'environnement. Ils peuvent aussi rendre visite à des législateurs pour faire pression sur eux.

Aux Etats-Unis, la politique de la transparence se retrouve également dans les règles imposées aux candidats à une fonction publique. Selon la loi, les candidats qui souhaitent être élus au Congrès ou à la

présidence doivent soumettre des rapports détaillés indiquant le montant des fonds collectés et dépensés. Ils doivent aussi mentionner les noms de tous les particuliers et associations qui leur font des dons supérieurs à 200 dollars. Enfin, il existe une loi limitant les contributions que chacun peut donner directement à un candidat.

En théorie, ces réglementations visent à restreindre l'influence des personnes fortunées et des groupes puissants sur les responsables politiques. De même, les dirigeants du gouvernement fédéral, une fois élus ou nommés, doivent produire des états financiers, dans lesquels ils révèlent la nature et le montant de leur patrimoine afin d'assurer qu'il n'existe pas de conflit d'intérêts avec leur charge.

Ces documents sont mis à la disposition du public et des médias, qui sont protégés contre la censure du gouvernement par le Premier Amendement à la Constitution.

Les Américains utilisent toutes ces méthodes afin d'exercer intelligemment leur droit de vote. Avec le temps, de nouvelles lois et un meilleur accès à l'information ont permis aux citoyens, en particulier, d'obtenir plus facilement des renseignements des agences de l'exécutif et d'exercer une influence sur les actions qui affectent le public.

L'ACCÈS AUX ARCHIVES

Aux termes d'une loi fédérale promulguée en 1966, les Américains peuvent demander des copies des archives conservées par divers ministères et agences du gouvernement, ainsi que par l'armée. Depuis sa promulgation, la loi sur la Liberté de l'information (*Freedom of Information Act*) est devenue un instrument extrêmement populaire d'accès à des documents qui autrement seraient restés secrets. Des lois similaires existent au niveau des États.

Au fil des années, cette loi importante a aidé les citoyens américains à consulter les archives concernant des événements tels que l'assassinat du président John Kennedy en 1963 ou le tragique accident de la navette spatiale *Challenger* en 1986.

Aujourd'hui, l'Internet facilite encore la consultation de certaines de ces informations.

Nombre de documents sont placés sur le Web par le gouvernement et des groupes d'intérêts. Ainsi, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a mis les documents les plus demandés sur son site Web (www.fbi.gov).

«Le *Freedom of Information Act* permet aux Américains de s'informer plus facilement sur les activités du gouvernement des États-Unis», explique Bernard

Fensterwald, avocat spécialisé dans cette branche.

Toutefois, il existe plusieurs dérogations afin d'empêcher que des informations sensibles ne tombent en de mauvaises mains. Par exemple, tout document susceptible de compromettre la sécurité nationale ou d'entraîner une «intrusion injustifiée dans la vie privée» ne peut être communiqué. En outre, les documents appartenant au président, au vice-président, aux membres du Congrès et aux tribunaux ne sont pas inclus dans cette loi, bien que nombre d'entre eux soient couramment rendus publics.

Mais, à moins qu'un document ne réponde aux critères énoncés dans la loi pour être refusé, «il doit être communiqué sur demande», indique Bernard Fensterwald.

La loi sur la Liberté de l'information autorise les agences fédérales à percevoir une somme modique pour les frais de recherche et de photocopie, bien que dans certains cas ce service soit gratuit. Les citoyens n'ont pas à révéler les motifs de leur requête, et les documents peuvent inclure des matériaux imprimés et électroniques, des bandes magnétiques, des cartes et des photographies.

Même les employés de l'administration peuvent utiliser la loi pour s'assurer que leurs agences opèrent conformé-

ment à l'éthique. Par exemple, les Public Employees for Environmental Responsibility (PEER), organisation regroupant des employés du gouvernement, sollicitent souvent des documents pour mettre en évidence d'éventuelles fautes ou négligences en matière d'environnement.

exercer leur droit à la liberté d'expression pour critiquer la politique officielle. Ainsi, après avoir obtenu des documents sur la protection des zones marécageuses, les PEER ont rédigé un « bulletin » attribuant de mauvaises « notes » au gouvernement et l'ont rendu public par le biais des

Pensacola, en Floride, un groupe de résidents a obtenu des archives du gouvernement fédéral conservées par l'Army Corps of Engineers et concernant l'impact sur l'environnement de la future construction d'un immeuble sur la plage. Ils ont ensuite déposé 900 pages d'information dans un bâti-



Les Américains sont également protégés en ce qui concerne les informations détenues à leur sujet dans des dossiers confidentiels. Aux termes de la loi sur la Protection de la vie privée (*Privacy Act*), promulguée en 1974, les citoyens ont le droit de consulter les dossiers de l'administration les concernant et de demander que d'éventuelles erreurs y soient corrigées.

Et selon la Constitution, les citoyens américains peuvent

médias et de l'Internet.

Lorsque des employés du gouvernement révèlent une conduite illégale ou incorrecte, on dit qu'ils « tirent la sonnette d'alarme ». Or, la législation américaine reconnaît à ces personnes des droits spécifiques qui les protègent de toutes représailles à la suite de telles actions.

Une fois récupérés par le public, les documents sont souvent communiqués à d'autres citoyens. Par exemple, à

ment public pour les porter à la connaissance des autres résidents. Pour l'heure, l'affaire demeure en suspens, mais la collectivité défend avec force ses intérêts.

Les Etats-Unis appartiennent à une poignée de pays dont les citoyens jouissent du droit d'accès à de telles informations gouvernementales. Parmi les autres pays dotés de lois similaires figurent l'Australie, le Canada, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suède.

L'ACTION PUBLIQUE AU QUOTIDIEN

Grâce au Registre fédéral, publié cinq jours sur sept, les Américains peuvent prendre connaissance des réglementations proposées par les agences fédérales avant qu'elles ne soient adoptées.

expliquent en détail aux citoyens comment faire parvenir leurs commentaires dans les délais réglementaires de trente à quatre-vingt-dix jours. Ces suggestions ou critiques ne peuvent être écartées. Lors de la publication dans le Registre fédéral de la version définitive des textes, les orga-

ETUDES DE CAS

La loi sur la Liberté de l'information et le Registre fédéral constituent deux outils importants auxquels les Américains recourent de plus en plus pour promouvoir la transparence au sein de l'Etat. Les connaissances qu'ils pui-



5

Ces organismes sont en effet tenus de présenter dans le Registre fédéral les aspects importants de l'action publique et, conformément à la loi, n'importe qui peut commenter les changements d'orientation proposés. Ces remarques sont généralement soumises par écrit, mais il est souvent possible d'exprimer une opinion par courrier électronique ou de vive voix au cours d'une séance publique.

Les avis du Registre fédéral

nismes publics doivent évoquer les commentaires reçus et décrire les modifications effectuées. Un individu ou une organisation peuvent en outre proposer de nouvelles orientations sous forme de pétition.

Nombreux sont ceux qui consultent chaque jour le Registre fédéral en quête d'informations précises. Des exemplaires sont disponibles dans les bibliothèques publiques, les universités et sur l'Internet (www.access.gpo.gov).

sent à ces sources se traduisent souvent par des changements de la politique des pouvoirs publics.

Examinons la manière dont les associations de citoyens influencent trois domaines de la vie quotidienne.

L'environnement: L'Agence pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency, EPA) a pour mission de protéger la santé publique, l'air, l'eau et les sols de la pollution. L'une de ses

tâches consiste à définir des normes en vue de limiter le niveau de pollution résultant de la circulation automobile.

Des citoyens américains militant au sein de groupes écologistes ont récemment remporté une victoire en obtenant que le gouvernement modifie ses plans de lutte contre la pollution. « Je pense que, après le tapage que nous avons fait, l'EPA a réagi de façon appropriée, déclare Frank O'Donnell, directeur général de Clean Air Trust, qui regroupe des associations de défense de l'environnement.

L'affaire remonte à la fin des années 1990, lorsque l'EPA a commencé à envisager l'adoption d'une réglementation plus sévère des émissions de gaz d'échappement.

Des milliers de commentaires sont arrivés émanant de constructeurs automobiles, de compagnies pétrolières, d'associations de citoyens et de particuliers.

Plusieurs organisations écologistes ont exhorté les autorités à mettre fin aux exemptions dont bénéficient les véhicules utilitaires, camionnettes et autres véhicules légers qui contribuent plus à la pollution que les voitures particulières. Lorsque des normes d'émission et de rendement énergétique furent adoptées pour la première fois dans les années 1970, ces types de véhicules furent

exemptés des mesures imposées aux automobiles parce qu'ils se trouvaient en général concentrés dans les exploitations agricoles et sur les chantiers de construction. Mais en 1998, ils représentaient la moitié environ de la totalité des ventes de véhicules neufs et servaient aux déplacements quotidiens entre le domicile, le centre commercial et le lieu de travail.

Au début de 1999, l'EPA a publié les projets de réglementations imposant des normes antipollution plus sévères sur la totalité du parc automobile. Les voitures particulières devront être conformes aux nouvelles normes d'ici à 2004. Pour la première fois, les véhicules légers et utilitaires de moins de 3,8 tonnes y seront également soumis au plus tard en 2007.

Au cours de séances publiques ultérieures, de nombreux citoyens et organisations ont fait valoir que l'adoption de normes encore plus rigoureuses contribuerait à renforcer la lutte contre la pollution de l'air. Ils ont exhorté l'EPA à supprimer les mesures d'exemption dont bénéficiaient les véhicules de plus de 3,8 tonnes. Ils souhaitaient en outre obliger les constructeurs automobiles à se conformer aux normes plus tôt que prévu.

Les représentants de l'industrie automobile ont tenu

un discours public tout à fait différent, affirmant qu'il leur était impossible d'effectuer les changements nécessaires avant les dates proposées.

A la fin de l'année 1999, les deux parties ont remporté une victoire partielle. L'EPA a annoncé que les véhicules utilitaires lourds tomberaient sous le coup de la réglementation, mais que le calendrier de mise en conformité resterait inchangé.

La fiscalité: Aux Etats-Unis comme dans de nombreux pays, les citoyens sont soumis à l'impôt sur le revenu qui est administré, au sein du département du Trésor, par l'Internal Revenue Service (IRS).

Le contribuable américain a la possibilité d'influencer le régime de collecte de l'impôt de diverses façons, notamment par la voie législative. Les lois fiscales sont rédigées par les membres du Congrès et signées par le président au terme de multiples débats et auditions auxquels ont pris part des citoyens, des représentants des milieux d'affaires et des groupes de pression.

L'ensemble de ces lois, appelé *Internal Revenue Code*, ne constitue qu'une partie de la fiscalité. L'IRS publie des réglementations proposant une interprétation plus détaillée de la législation. Le système dans sa totalité est d'une extrême complexité et représente presque 50 000 pages de

lois et de réglementations que le public peut consulter sur le site Web de l'IRS (www.irs.gov).

Les services de l'IRS ont également pour tâche de publier des formulaires de déclaration des revenus et des guides gratuits expliquant les lois aux contribuables.

Après l'adoption de la législation fiscale, les citoyens américains peuvent encore influencer sa mise en application. Ainsi, en 1998, une loi a été votée afin d'aider les personnes divorcées ou séparées, parfois tenues pour responsables des dettes fiscales de leurs anciens conjoints.

Selon son habitude, l'administration a fait appel aux commentaires sur la meilleure façon d'appliquer la loi. L'association de citoyens National Taxpayers Union a fait des suggestions sur la manière de simplifier les formulaires et les conseils d'utilisation destinés à ces « conjoints innocents », explique son porte-parole Pete Sepp.

Les formulaires publiés en 1999 comportaient des sections simplifiées sous forme de questions-réponses portant sur les points les plus fréquemment soulevés. L'IRS a également ajouté à son catalogue une nouvelle publication intitulée *Innocent Spouse Relief*.

La National Taxpayers Union s'est déclarée satisfaite des changements, même si toutes les demandes n'ont pas été

prises en compte, précise Pete Sepp. « L'ensemble du processus de prise de décision relève plus de l'esprit de compromis et de la volonté d'accepter ce qui est satisfaisant que de l'aspiration à la perfection. »

Outre la production de formulaires fiscaux, l'IRS a pour tâche de procéder au recouvrement de l'impôt. Cela veut dire que chaque déclaration de revenus fait l'objet d'une vérification destinée à faire apparaître des erreurs de calcul accidentelles ou délibérées. La dernière étape du processus correspond à la décision de « contrôler » les contribuables soupçonnés d'avoir commis une erreur ou de vouloir frauder.

La formule exacte utilisée par l'IRS pour choisir les contribuables qui feront l'objet d'un contrôle fiscal est tenue secrète, mais les citoyens ont obtenu quelques éclaircissements sur le processus. De fait, l'organisation Transactional Records Access Clearinghouse (TRAC) se consacre entièrement à la collecte de données auprès de l'IRS et d'autres organismes afin de garantir l'équité du système.

« La justice est une composante essentielle du processus de mise en œuvre car, en l'absence de justice, le soutien du public peut facilement disparaître, ce qui oblige l'administration à consacrer une

part toujours plus grande de ses recettes à l'application de mesures coercitives pour faire respecter la loi », explique Sue Long, codirectrice de la TRAC, associée à l'université de Syracuse dans l'Etat de New York.

La TRAC est notamment intervenue en se réclamant du Freedom of Information Act, ce qui lui a fait découvrir que les contribuables de certaines régions des Etats-Unis étaient soumis à des contrôles fiscaux plus fréquents que les citoyens d'autres régions du pays. La publication des données de ce dossier épineux a suscité un débat approfondi au Congrès et dans les médias.

Voilà un exemple classique d'une association faisant valoir ses droits juridiques pour promouvoir la transparence au sein de l'administration. « Les variations mises au jour dans les propres données du Service sont considérables et l'opinion publique américaine est entièrement fondée à demander des explications, affirme Sue Long. L'IRS est dans l'obligation de fournir une réponse qui tienne. » On attend toujours la résolution finale, mais le problème a fait l'objet d'un débat public.

Parallèlement à ces actions auprès de l'IRS, les services fiscaux eux-mêmes ont récemment cherché à susciter plus de participation de la part des citoyens. Dans tout le pays, des groupes de volon-

taires appelés « Citizen Advocacy Panels » (groupes de défense des citoyens) se réunissent maintenant pour identifier les problèmes et formuler des recommandations.

« L'IRS sera le grand bénéficiaire d'une réévaluation de nos services inspirée par le regard que portent sur nous les contribuables », estime Charles Rossotti de l'IRS.

L'Alimentation et les médicaments: Au sein du département de la Santé et des Affaires sociales, la Food and Drug Administration (FDA) réglemente les médicaments, les appareils médicaux, l'alimentation et les cosmétiques afin d'en garantir l'innocuité et la qualité.

L'une des responsabilités de la FDA est de veiller à l'authenticité de l'étiquetage des produits de consommation. Cela a entraîné récemment une importante révision de la réglementation qui affecte presque tous les Américains.

La FDA a décidé d'intervenir à la suite de nombreuses réclamations concernant l'étiquetage de médicaments vendus sans ordonnance tels que l'aspirine ou le sirop contre la toux. Les consommateurs avaient des difficultés à comprendre les indications figurant sur l'emballage de certains de ces médicaments. Les personnes âgées peinaient tout particulièrement à déchiffrer des textes imprimés en

petits caractères serrés.

La FDA a donc publié de nouvelles réglementations impératives à l'intention des fabricants de produits pharmaceutiques. Ces règles, dont l'entrée en vigueur s'échelonne jusqu'en 2005, ont été rédigées après examen par la FDA de plus de 2000 commentaires émanant d'associations de citoyens et de représentants de l'industrie. Elles imposent l'impression en gros caractères des indications accompagnant les médicaments et obligent les fabricants à faire figurer sur les flacons des mises en garde claires sur les risques éventuels.

Autre exemple où la transparence dans la réglementation a joué un rôle, les citoyens ont réussi à persuader l'administration de faire mentionner sur l'emballage de certaines chips et autres biscuits salés la présence d'un succédané de matière grasse appelé Olestra. Après dix ans de délibérations, la FDA en avait autorisé en 1996 l'utilisation après avoir établi l'innocuité de cette substance. Mais des associations de défense de la santé et des représentants du corps médical en réclamèrent l'interdiction au cours de séances publiques au motif que ce produit risquait de provoquer des troubles gastro-intestinaux.

Parmi les conditions posées par la FDA, les fabricants de-



vaient faire figurer au dos de l'emballage de tous les produits alimentaires contenant de l'Olestra une mise en garde sur les risques d'effets secondaires indésirables.

Les réglementations de la FDA concernant l'Olestra et les autres études de cas mentionnées ici illustrent le fonctionnement de la vie publique aux Etats-Unis. Les citoyens ont le droit d'être au courant des activités du gouvernement et ils peuvent se servir de cette information pour influencer les décisions qui affectent leur existence de près ou de loin. Aux Etats-Unis, on sait que la politique de la transparence, telle qu'elle est appliquée dans la réalité, présente certains défauts – notamment le droit du simple citoyen d'influencer le processus réglementaire de l'Etat peut se révéler lent et même onéreux. Mais comme Thomas Jefferson, principal auteur de la Constitution américaine, le déclara en 1791: «Je préfère devoir affronter les inconvénients d'un excès de liberté plutôt que ceux liés à un manque de liberté.» La plupart des Américains, à l'instar de Jefferson, pensent que le fait d'encourager la clarté dans les activités de l'Etat compense ces inconvénients. En retour, les citoyens américains jouissent des bienfaits d'une démocratie participative transparente. ■

LES AGENCES FÉDÉRALES ET LE CITOYEN

Le gouvernement fédéral comprend quatorze ministères (*departments*) subdivisés en agences chargées de tâches spécifiques. Il existe en outre plus de cent agences fédérales indépendantes régissant de nombreux aspects de la vie.

Elles diffèrent par la taille et dans leur mission, et parfois leurs responsabilités se chevauchent.

Voici une brève description des principales agences fédérales, dont toutes les activités de réglementation sont ouvertes à l'intervention du public:

☞ Consumer Product Safety Commission – œuvre à la protection du public face aux risques en matière de consommation.

☞ Federal Communications Commission – régit les industries des communications (télévision, radio, fil, satellite et câble).

☞ Federal Emergency Management Agency – apporte assistance aux citoyens et aux agences des collectivités locales en vue de réduire les pertes en vies humaines et en biens lors de catastrophes comme les ouragans, les tremblements

de terre et les incendies.

☞ Federal Trade Commission – favorise une concurrence libre et équitable au sein de l'économie américaine.

☞ National Highway Traffic Safety Administration – adopte et fait respecter des normes de sécurité dans le secteur automobile afin de prévenir les risques de blessures et de décès en cas d'accident.

☞ Occupational Safety and Health Administration – assure la protection des travailleurs américains sur le lieu de travail en imposant des normes aux employeurs.

☞ Securities and Exchange Commission – est responsable de la protection du public contre les irrégularités à la Bourse et sur d'autres marchés financiers.

☞ Small Business Administration – prête de l'argent aux chefs d'entreprise et apporte une assistance financière en cas de catastrophes naturelles telles que ouragans et inondations. Fournit un soutien aux entreprises dirigées par des femmes ou des personnes issues de minorités. □

BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION
DEPARTEMENT D'ETAT, ETATS-UNIS D'AMERIQUE

